

**Décrets, arrêtés, circulaires**  
**Textes généraux**  
**Ministère de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales**

Décret n° 2004-990 du 17 septembre 2004 relatif aux organes délibérants et à la direction de certains offices et portant  
modification du code rural

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales,

Vu le code rural, notamment le chapitre 1er du titre II du livre VI ;

Vu le procès-verbal de la séance du 1er juillet 2004 du comité paritaire interétablissements des offices d'intervention dans le secteur agricole ;

Le Conseil d'Etat (section des travaux publics) entendu,

Décète :

Article 1

I. - Le I de l'article R.\* 621-3 du code rural est modifié comme suit :

Le 2° est remplacé par les dispositions suivantes :

« 2° Trois représentants des ministres chargés de l'économie et du budget :

- le directeur du budget ou son représentant ;
- le directeur général de la comptabilité publique ou son représentant ;
- le directeur général des douanes et des droits indirects ou son représentant ; ».

Le 3° est abrogé.

II. - Le 10° de l'article R.\* 621-122 du code rural est remplacé par les dispositions suivantes :

« 10° Quatre représentants de l'Etat :

- le directeur des politiques économique et internationale et le directeur des affaires financières au ministère chargé de l'agriculture ou leurs représentants ;
- le directeur général de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes ou son représentant ;
- le directeur du budget ou son représentant. »

III. - Le 7° de chacun des articles R.\* 621-129, R.\* 621-135, R.\* 621-136 et R.\* 621-155 du code rural est remplacé par les dispositions suivantes :

« 7° Quatre représentants de l'Etat :

- le directeur des politiques économique et internationale et le directeur des affaires financières au ministère chargé de l'agriculture ou leurs représentants ;
- le directeur général de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes ou son représentant ;
- le directeur du budget ou son représentant. »

IV. - Le 8° de l'article R.\* 621-142 du code rural est remplacé par les dispositions suivantes :

« 8° Quatre représentants de l'Etat :

- le directeur des politiques économique et internationale et le directeur des affaires financières pour le ministère chargé de l'agriculture ou leurs représentants ;
- le directeur général de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes ou son représentant ;
- le directeur du budget ou son représentant. »

V. - Le 6° de l'article R.\* 621-149 du code rural est remplacé par les dispositions suivantes :

« 6° Quatre représentants de l'Etat :

- le directeur des politiques économique et internationale et le directeur des affaires financières pour le ministère chargé de l'agriculture ou leurs représentants ;
- le directeur général de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes ou son représentant ;
- le directeur du budget ou son représentant. »

VI. - Le 1° de l'article R.\* 621-177 du code rural est remplacé par les dispositions suivantes :

« 1° Quatre représentants de l'Etat :

- le directeur des pêches maritimes et de l'aquaculture et le directeur des affaires financières au ministère chargé des pêches maritimes et de l'aquaculture ou leurs représentants ;
- le directeur général de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes ou son représentant ;
- le directeur du budget ou son représentant. »

## Article 2

Après l'article R.\* 621-168 du code rural, il est inséré un article R.\* 621-168-1 ainsi rédigé :

« Art. R.\* 621-168-1. - Le directeur général de l'Office national interprofessionnel des céréales (ONIC) assure la direction de l'Office national interprofessionnel des oléagineux, protéagineux et cultures textiles (ONIOL).

La direction de l'Office national interprofessionnel des fruits, des légumes et de l'horticulture (ONIFLHOR) et de l'Office national interprofessionnel des vins (ONIVINS) est confiée à un directeur unique.

La direction de l'Office national interprofessionnel du lait et des produits laitiers (ONILAIT) et de l'Office national interprofessionnel des viandes, de l'élevage et de l'aviculture (OFIVAL) est confiée à un directeur unique. »

## Article 3

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, le ministre de la fonction publique et de la réforme de l'Etat, le ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales et le secrétaire d'Etat au budget et à la réforme budgétaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 17 septembre 2004.

Jean-Pierre Raffarin

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'agriculture, de l'alimentation,  
de la pêche et des affaires rurales,

Hervé Gaymard

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie,  
des finances et de l'industrie,

Nicolas Sarkozy

Le ministre de la fonction publique  
et de la réforme de l'Etat,

Renaud Dutreil

Le secrétaire d'Etat au budget  
et à la réforme budgétaire,

Dominique Bussereau